

sommes fiers d'avoir fait notre part. Mais cette participation magnifique comportait de lourdes obligations.

Il est bien facile de dire que la guerre est terminée depuis deux ans et qu'on aurait dû faire quelque chose pour abaisser l'impôt. Certes, si un incendie détruit ma maison aujourd'hui, on ne saurait espérer qu'elle se reconstruira sur-le-champ d'elle-même, alors que le feu couve encore sous les cendres. Il faut être pratique. Certaines des déclarations des membres de l'opposition sont plus dénuées de logique que le seraient les discours de garçons et de jeunes filles de moins de dix-huit ans.

Ayons le sens des réalités. Les impôts sont lourds, c'est vrai, et ils ne sont peut-être pas toujours répartis également sur les différentes classes de notre population. Ils sont sujets à des changements, mais la situation ne redeviendra jamais ce qu'elle était avant la seconde guerre mondiale. N'oublions pas qu'après la première Grande Guerre, les impôts n'ont jamais diminué au point où ils étaient avant ce conflit.

Soyons pratiques. Puisse Dieu ne jamais permettre une nouvelle guerre mondiale, c'est un espoir que je formule de nouveau. Mais, advenant une nouvelle guerre, et que mon parti fût alors celui de l'opposition, je le supplierais de seconder intégralement le gouvernement alors au pouvoir. C'est qu'en temps de guerre, le gouvernement est comptable de toute notre activité et a de terribles obligations. Et si parfois les plans conçus pour notre pays ont été détournés, c'est parce que la critique a été injuste. Mais dans quel déplorable état se fût trouvé le pays, eussions-nous alors suivi les conseils de l'opposition! Je parle ainsi parce que mon devoir me le commande, non à titre d'adhérent du parti ministériel, mais simplement à titre de Canadien.

Un mot maintenant des crises économiques et des vagues de prospérité. Des rumeurs se succèdent qui rappellent les prophètes de malheur de 1931 et 1932. Peut-être ne sont-ce que des rumeurs, mais elles sont là tout de même. Quel ne fut pas mon étonnement lorsque, même avant la fin de la guerre et encore l'an dernier, le chef de la C.C.F. (M. Coldwell) nous promit un ou deux millions de chômeurs. C'est une prédiction inconvenante, que je crois d'ailleurs contraire à ses convictions. Nous ne souhaitons ni crise économique ni colossale expansion. Toutes deux sont également nuisibles. Mais j'exhorte mes amis de la C.C.F. à jeter un regard sur la Grande-Bretagne, et à faire preuve de logique.

Les membres de la C.C.F. semblent sincères et honnêtes dans leur adhésion au socialisme. La doctrine est à l'essai, en Angleterre. Durant la dernière campagne électorale, le parti

travailliste a dit à la population britannique que s'il prenait le pouvoir, les conditions que lui préparait le régime tory lui seraient épargnées. Qu'est-il arrivé? Dès son avènement au pouvoir, le parti travailliste s'est vu dans la nécessité d'oublier la plupart de ses principes. Pourquoi? Pour la raison toute simple qu'il est dans l'obligation de gouverner la population, chaque groupe de la population. Avec quelle attention le gouvernement britannique n'a-t-il pas suivi les délibérations de Dumbarton Oaks et ne suit-il pas les pourparlers qui ont présentement lieu à Genève sur les tarifs douaniers?

Avec quelle attention ne suit-il pas aussi la situation financière aux Etats-Unis et n'en surveille-t-il pas tout changement. Il craint qu'aux Etats-Unis, l'inflation prononcée conduise à une crise économique. La Grande-Bretagne et son gouvernement se rendent bien compte que si une crise économique se propageait, celle qui frapperait les Etats-Unis atteindrait fatalement la Grande-Bretagne.

La teinte politique du gouvernement de la Grande-Bretagne ne m'inquiète pas, parce qu'il se compose de Britanniques. J'ai été fier de constater que la Russie s'est sentie amèrement déçue de ce que ses principes ne faisaient pas de progrès en Grande-Bretagne, que le peuple n'était pas communiste, mais demeurait britannique et foncièrement pratique. Toutefois, si la crise économique survenait, en dépit des gouvernements socialistes de Grande-Bretagne, de France, de Norvège et de Suède, la population de ces pays en souffrirait. La même crise se produisant en Russie, la population ne pourrait formuler ses impressions comme celle de Grande-Bretagne, c'est là la seule différence qui existe entre les deux pays. Il lui faudrait se contenter d'accepter ce que le gouvernement consentirait à lui donner, tandis que le public de Grande-Bretagne serait absolument libre d'exprimer son avis.

M. JOHNSTON: Prévoyez-vous une crise économique en Grande-Bretagne?

M. BRADETTE: L'expérience aurait dû nous apprendre qu'il n'y a qu'un moyen d'éviter la crise. Après la première Grande Guerre, le sentiment nationaliste a pris un surcroît d'intensité dans le domaine économique. Afin d'éviter une crise, à l'heure actuelle, rappelons-nous ce qui s'est alors produit. Nos amis américains, et c'est à dessein que je dis "nos amis" ont tenté d'handicaper leur meilleur client en imposant le tarif Hawley-Smoot pour tenir apparemment ses intérêts. D'où une crise. Ces erreurs ne nous ont-elles rien appris? Le ministre des Finances a lancé un appel indirect à la grande nation voisine.